

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KEM ONE

30 avenue du jas
04160 Château-Arnoux-Saint-Auban

Références : DEP-MAN-2026-00031
Code AIOT : 0006410873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement KEM ONE implanté 30 avenue du jas 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE
- 30 avenue du jas 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est

utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et murs, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Analyses Méthodiques des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-1-a	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2-b	Demande d'action corrective	1 mois
10	Nettoyage préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2 c)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 V	Demande d'action corrective	1 mois
20	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28 1 et 2.	Demande d'action corrective	1 mois
23	Valeurs limites de rejet (milieu naturel)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 2	Sans objet
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
3	Protection des	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	personnels	article 26 VI	
4	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5	Sans objet
5	Conception	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 II	Sans objet
7	Plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-1-b	Sans objet
8	Procédures spécifiques d'arrêt	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-1-c	Sans objet
11	Fréquences des prélèvements pour l'analyse legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-3 a)	Sans objet
12	Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-3 b)	Sans objet
13	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2 d)	Sans objet
14	Transmission des résultats à l'IIC	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2 e)	Sans objet
15	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 1)	Sans objet
16	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 2)	Sans objet
17	Actions à mener en cas de présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 3)	Sans objet
18	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 IV-2	Sans objet
21	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33	Sans objet
22	Collecte et	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejet des effluents	article 31, 32 et 36	
24	Valeurs limites de rejet (STEP)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 39	Sans objet
25	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22	Sans objet
26	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
27	Déclaration du produit biocide	Code de l'environnement du 19/02/2006, article AR. 522-18 et L. 522-2	Sans objet
28	Etiquetage pour produit avec AMM	Règlement européen du 22/05/2012, article 69.2	Sans objet
29	FDS du produit biocide	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
30	FDS du produit biocide	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
31	Stockage, utilisation et élimination	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen des éléments transmis et les constats réalisés lors de l'inspection montrent une gestion globalement satisfaisante des tours aéroréfrigérantes. Certains points appellent toutefois des actions correctives afin de renforcer la maîtrise du risque sanitaire et environnemental.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2008, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation
Prescription contrôlée : Les installations autorisées par le présent arrêté relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : Rubrique n°2921 Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux (d'air) (A) Utilisation de l'eau de refroidissement en provenance des tours Hamon du secteur Sud

Constats :

Deux tours aéroréfrigérantes (TAR) sont exploitées sur l'établissement Kem One Saint-Auban. Ces TAR présentent les caractéristiques suivantes :

- fabricant : Hamon,
- date d'installation : 1987,
- circuit fermé,
- puissance thermique évacuée maximale (unitaire) : 7 000 kW (soit 14 000 kW au total).

Les TAR sont situées au nord de l'établissement, à proximité de la zone PVC 2bis (polymérisation).

Compte tenu de la puissance thermique évacuée maximale de l'installation, celle-ci relève du régime de l'enregistrement de la rubrique ICPE n°2921 (Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle).

La nature des installations, leur puissance, le régime ICPE, seront mis en cohérence lors de la rédaction d'un prochain arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes [...].

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées [...]. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, [...].

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

L'exploitant a désigné deux personnes référentes pour les TAR, celles-ci sont nommément désignées. Outre ces deux personnes, le personnel suivant est susceptible d'intervenir sur l'installation :

- équipes postées,
- service matières premières / service généraux (utilités),
- service technique,
- fabrication.

L'exploitant présente lors de l'inspection un fichier comprenant la liste de toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur les TAR avec la date de validation de la dernière formation au risque légionelles. La fréquence maximale de 5 ans est respectée pour l'ensemble des personnes. Un contrôle par sondage a été effectué pour deux opérateurs : l'exploitant a été en mesure de présenter les attestations de formation pour ceux-ci.

<p>La formation est dispensée via e-learning, avec quiz : il y a une obligation d'obtenir 70 % de réponses exactes, sans cela l'opérateur doit de nouveau assister à la formation. Le support de formation est présenté lors de l'inspection : il a été élaboré par la société JeMDau-Conseil. Le support comprend les éléments réglementaires attendus.</p> <p>Enfin, les TAR sont situées à l'intérieur de l'enceinte clôturée du site. Aucune personne étrangère à l'établissement n'a accès libre aux installations. Il y a également la présence d'une chaînette autour de l'installation qui matérialise la zone à l'intérieur de laquelle le port d'EPI spécifique (masque FFP3) est obligatoire (vérifié lors de la visite de terrain).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Protection des personnels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des personnels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. <p>[...]</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'accès aux TAR, l'exploitant impose, en plus du port des EPI (Equipements de protection individuelle) classiques, le port du masque FFP3. Il y a une machine à EPI disponible pour le personnel, celui-ci peut obtenir un masque grâce à son badge. Pour le personnel des entreprises sous-traitantes, le masque, et plus globalement les EPI, ne sont pas fournis par Kem One.</p> <p>Des panneaux imposant le port du masque FFP3 sont disposés autour de l'installation, leur présence a été vérifiée lors de la visite de terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Règles d'implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ;</p> <p>b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un</p>

local occupé.
Constats : Les rejets d'air ne sont pas effectués au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les TAR sont situées à une distance supérieure à 8 mètres d'un local occupé. Les coordonnées Lambert 93 des TAR sont bien renseignées dans le cadre de surveillance GIDAF mis à disposition de l'exploitant pour la déclaration de ses résultats d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 II
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. [...] c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet. d) Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation. [...]
Constats : Il y a un point de purge de déconcentration au niveau de l'installation, ainsi qu'un point de purge au niveau du bassin de pompage (là où se situent les pompes de circulation d'eau). L'ouverture de la purge au niveau du bassin de pompage n'est réalisée que pour des opérations de type nettoyage, vidange complète du circuit. La déconcentration se fait via le premier point de purge avec une vanne pilotée asservie à la conductivité dans le circuit. Chaque TAR est équipée d'un dévésiculeur. Les dévésiculeurs datent de l'année d'installation des TAR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Analyses Méthodiques des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-1-a

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

[...]

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...]

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. [...]

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, [...]

Constats :

L'AMR (Analyse Méthodique de Risques) a été présentée par l'exploitant. Le document est daté de février 2026. Le document précédent était daté de décembre 2024. Il n'y a pas eu de modification significative de l'installation lors de cette année. En revanche, dans l'AMR de 2024, la stratégie de traitement était modifiée avec la mise en œuvre du projet de pH régulé (objectif d'amélioration du traitement et de réduction de consommation d'eau).

L'AMR comprend :

- la description de l'installation et son schéma de principe, il est à noter la présence sur le schéma d'une injection d'acide sulfurique, or, celle-ci n'est pas effective, l'exploitant n'est donc pas dans la plage optimale pour l'action de la javel. Cependant, le traiteur d'eau est en réflexion sur un autre mode de gestion des biocides, l'injection d'acide sulfurique est donc en stand-by, la stratégie de traitement va potentiellement évoluer prochainement,
- l'analyse des facteurs de risque et des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité,
- l'identification des bras morts : six bras morts sont identifiés,
- l'identification des situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement,
- l'évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

L'analyse du risque résiduel menée dans l'AMR conduit à retenir 4 facteurs de risque cotés "à surveiller". Ceux-ci concernent des bras morts identifiés dans l'analyse. L'exploitant ne prévoit pas

de réduction ou de suppression des bras morts pour l'année 2026. Il est à noter que la cotation pour l'un des bras morts (bras mort n°2 : conduite vers climatiseur du bâtiment eau déminéralisée) a été calculée avec un niveau de maîtrise coté à 2,5 alors qu'aucune action mise en oeuvre ni aucune mesure d'efficacité n'est associée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous un délai d'un mois, le niveau de risque résiduel calculé pour le facteur de risque 16 "bras mort 2".

Il est également demandé à l'exploitant la transmission d'un plan d'actions en vue de la suppression des bras morts ou de la mise en place de modes de gestion permettant de supprimer le risque de prolifération de légionelles associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan d'entretien et plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-1-b

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'entretien et plan de surveillance

Prescription contrôlée :

[...] Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, [...] le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

[...] Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

[...] Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]

Constats :

Le plan d'entretien et le plan de surveillance ont été présentés par l'exploitant. Ils sont regroupés au sein de la procédure M1-012 « Gestion du risque légionelle » (en date du 01/12/2025).

Le plan d'entretien comprend un traitement continu de l'eau en marche normale, destiné à protéger les circuits de réfrigération contre la corrosion, l'entartrage et le développement des micro-organismes et du biofilm. Ce traitement est confié à la société Kurita et est encadré par un

mode opératoire (document présenté lors de l'inspection).

Outre le traitement de l'eau, l'exploitant prévoit également un contrôle des éléments constitutifs des TAR (et notamment le contrôle du bon état et du bon positionnement des dévésiculeurs lors de l'opération de nettoyage annuelle). L'exploitant indique que le contrôle des dévésiculeurs est effectué chaque année et qu'il apparaît dans l'AMR. Néanmoins, ce contrôle n'est pas tracé.

Le plan de surveillance comprend des rondes de surveillance (couleur de l'eau, aspect, pompes d'injection des produits, fuites éventuelles, bruits anormaux éventuels, etc.), la vérification des consommations des produits ainsi qu'une surveillance analytique :

- chloromètre,
- analyseur Kurita (pH, redox, conductivité, PTSA (teneur en polymère), corrosion acier, corrosion cuivre),
- prélèvements et analyses mensuels de l'eau (*Legionella pneumophila*) réalisées par le laboratoire Carso,
- analyses trimestrielles sur les purges des TAR,
- analyses annuelles sur l'eau d'appoint.

L'exploitant présente un fichier avec les valeurs cibles et les valeurs d'alerte pour les différentes paramètres (daté du 12 février 2026). Sur le fichier présenté, il est constaté des paramètres pour lesquels les valeurs mesurées sont en dehors de la plage cible (ortho PO4 et polymère). L'exploitant justifie ces écarts par des valeurs cibles erronées, une rectification a été réalisée dans la foulée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Procédures spécifiques d'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-1-c

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures spécifiques d'arrêt

Prescription contrôlée :

Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : [...]

Constats :

La procédure M1-012 comprend :

- une fiche réflexe relative et à l'arrêt et à la vidange du circuit en vue du nettoyage des TAR,
- une fiche réflexe relative au remplissage et au démarrage du circuit après une séquence d'arrêt,
- une fiche réflexe relative au redémarrage du circuit après un arrêt partiel prolongé (supérieur à 7 jours),
- une fiche réflexe relative au traitement bactéricide en cas de présence de *Legionella*

pneumophila (concentration comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l) dans le circuit ou de présence de flore interférente,
- une fiche réflexe relative au traitement bactéricide en cas de présence de Legionella pneumophila (concentration supérieure ou égale à 100 000 UFC/l).

La fiche réflexe correspondant au traitement bactéricide en cas de présence de Legionella pneumophila (> 100 000 UFC/l) correspond à l'arrêt de la dispersion. Cet arrêt n'est effectif qu'après la fin de la dernière polymérisation en cours, pour des raisons de mise en sécurité (risque d'emballlement de réaction).

Pas possible d'envisager un arrêt total avant ?

Il pourrait être envisagé d'injecter du killer pour arrêter l'opération de polymérisation en cours.

La fiche réflexe dit que c'est 24h, mais cette durée est conservative, ce serait plutôt inférieur à 12h.

L'ensemble des fiches réflexes mentionnent une description des actions à réaliser, notamment des actions de désinfection avec les produits utilisés et leur quantité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2-b

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif

Prescription contrôlée :

[...] Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

[...] L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.
[...]

La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification

(produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.
[...]

Constats :

L'exploitant a présenté une fiche de stratégie de traitement lors de l'inspection (fichier Excel "Mode opératoire SAB Kurita"). Celle-ci mentionne les produits utilisés :

- Ferrofos 8446 : fonction anti-tartre, anti-corrosion, injection en continu, concentration cible de 20 ppm en circuit,
- Ferrocid 8583 : fonction biocide de synthèse, injection notée "tempo", dosage à 50 ppm dans le circuit,
- Turbospin 4363 : fonction biodispersant, injection "via compteur d'appoint", concentration cible de 10 ppm en circuit.

Il apparaît que la fiche de stratégie de traitement ne permet pas une bonne compréhension des types d'injection pour les produits Ferrocid 8583 et Turbospin 4363.

Par ailleurs, l'exploitant procède également à une injection de javel dans le circuit, qui n'apparaît pas dans la fiche de stratégie de traitement (qui comprend uniquement les produits gérés par la société Kurita). La javel est injectée en continu, le dosage est asservi à la mesure du chlore libre sur le retour "chaud".

Le choix des produits de traitement ainsi que leurs modalités d'utilisation (fréquence, quantités) ne sont pas justifiés. La fiche de stratégie de traitement "Kurita" mentionne bien les paramètres propres à l'installation sans qu'un lien avec les produits choisis ne puisse être établi.

Enfin, les produits de décomposition ne sont précisés que pour le produit Ferrocid 8583, sans indication sur les concentration de rejet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de compléter la fiche de stratégie de traitement, en faisant notamment apparaître les éléments suivants :

- précision sur le type d'injection et les dosages pour l'ensemble des produits,
- ajout de la javel dans la liste des produits de traitement,
- justification du choix des produits et de leurs modalités d'utilisation, notamment au regard des paramètres propres à l'installation, des conditions d'exploitation, des caractéristiques physico-chimiques de l'eau à traiter et de l'eau d'appoint, de la compatibilité des molécules entre elles,
- ajout des éventuels produits de décomposition pour les produits Ferrofos 8446, Turbospin 4363, javel, ainsi que les valeurs de concentration susceptibles d'être rejetées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Nettoyage préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2 c)

Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de

refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté un certificat de nettoyage des tours daté des 10 et 11 octobre 2025. Les opérations suivantes ont été réalisées :

- nettoyage mécanique des ventelles et des ventilateurs (haute pression),
- nettoyage et pompage du fond du bassin,
- nettoyage des parois, piliers des bassins et pompage des effluents,
- désinfection des dévésiculeurs.

Le nettoyage a été réalisé par la société RTP. La question de la formation des agents de la société RTP qui sont intervenus pour l'opération de nettoyage a été posée durant l'inspection. L'exploitant a présenté en réponse une liste d'attestations de formation pour des opérateurs de la société RTP sans pouvoir préciser les opérateurs concernés par la prestation sur leur établissement.

Concernant le nettoyage haute pression, cette opération est encadrée dans la procédure M1-012 « Gestion du risque légionelle ». L'utilisation d'un abri bâché, de fermeture 3 côtés, la matérialisation de la zone de présence d'aérosols, sont recommandées. La procédure précise que ce type d'opération doit faire l'objet d'une autorisation de travail.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois :

- de transmettre la liste des opérateurs de la société RTP ayant participé à l'opération de nettoyage des TAR des 10 et 11 octobre 2025, ainsi que leur attestation de formation au risque légionelles,
- de transmettre l'autorisation de travail relative à cette opération.

A défaut de pouvoir transmettre la liste des opérateurs ayant participé à la prestation de nettoyage, il est demandé à l'exploitant de prévoir une action corrective afin de faire figurer ces informations sur les comptes rendus des prochaines interventions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Fréquences des prélèvements pour l'analyse legio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-3 a)

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences des prélèvements pour l'analyse legio

Prescription contrôlée :

<p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la durée de fonctionnement de l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements et analyses des légionelles sont effectués à fréquence mensuelle et transmise à l'inspection des installations classées via le portail GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Modalités de prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-3 b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...]</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés par un opérateur de la société Carso. Lors de l'inspection, l'attestation de formation au risque légionelles a été présentée pour la personne ayant réalisé le dernier prélèvement. Le point de prélèvement a été visualisé lors de la visite de terrain. Il n'a pas été constaté de singularités pouvant remettre en cause la représentativité de ce point. Le marquage du point de prélèvement a également été constaté lors de la visite de terrain. Enfin, le respect d'un délai d'au moins quarante-huit heures après une injection de biocide, avant prélèvement d'un échantillon pour analyses, est bien spécifiée dans les fiches réflexes jointes à la procédure M1-012. Lors du dernier prélèvement effectué par la société Carso (26/01/2026), ce délai a bien été respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Résultats de l'analyse des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2 d)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Résultats de l'analyse des légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>[...] Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début de l'analyse. - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau mesurés au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports d'analyses comprennent les éléments requis à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des coordonnées de l'installation, - de la référence et de la localisation du point de prélèvement. <p>Les résultats des analyses sont conformes aux références de qualité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Transmission des résultats à l'IIC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I-2 e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis via l'outil GIDAF dans le respect des délais prévus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 1)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

[...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...];

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...].

Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]

[...]

Constats :

L'exploitant dispose de la fiche réflexe suivante : « Traitement bactéricide en cas de *Legionella pneumophila* supérieur ou égal à 100 000 UFC/l dans le circuit PVC 2bis ».

La fiche réflexe comprend les éléments requis dans l'arrêté ministériel.

Aucun dépassement du seuil de 100 000 UFC/l n'a été enregistré sur ces deux dernières années.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 2)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10 ³ UFC/L)
Prescription contrôlée : a) Cas de dépassement ponctuel : [...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...]. b) Cas de dépassements multiples consécutifs : Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...] Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. [...]
Constats : L'exploitant dispose de la fiche réflexe suivante : « Traitement bactéricide en cas de Legionella pneumophila comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l dans le circuit PVC 2bis ou présence de flore interférente qui rend impossible le dénombrement des légionnelles ». L'exploitant dispose également d'un synoptique en cas de dépassement de seuil. Celui-ci distingue bien le cas des dépassements ponctuels et celui des dépassements multiples consécutifs et répond aux obligations de l'arrêté ministériel (recherche des causes en cas de 2 ^e dépassement, recherche des causes, information de l'inspection des installations classées, révision de l'AMR, actions correctives en cas de 3 ^e dépassement).

Un dépassement du seuil de 1 000 UFC/l a été enregistré en juin 2024 (17 000 UFC/l). Depuis la mise en place d'un nouveau traitement en fin 2024, aucun dépassement n'a été enregistré.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Actions à mener en cas de présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 3)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de présence de flore interférente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de la fiche réflexe suivante : « Traitement bactéricide en cas de Legionella pneumophila comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l dans le circuit PVC 2bis ou présence de flore interférente qui rend impossible le dénombrement des légionnelles ».</p> <p>Aucun cas de présence de flore interférente n'a été enregistré sur ces deux dernières années.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; <p>[...]</p>
Constats :

Le carnet de suivi est constitué d'un dossier informatique. Il comprend bien les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement ainsi que les quantités de produits de traitement consommées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 V
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>[...]</p> <p>Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bilan de l'année 2025 a été transmis dans le cadre de l'inspection. Ce bilan comprend les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila. En revanche, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau, ne figurent pas dans le bilan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un délai d'un mois, un bilan actualisé pour l'année 2025.</p> <p>L'exploitant devra veiller à l'envoi du bilan de l'année N-1 à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année N.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28 1 et 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p>

Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau et d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/heure.

[...] L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;
- matières en suspension < 10 mg/l.

La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. [...]

Constats :

L'eau utilisée est distribuée par l'établissement Arkema Saint-Auban. Elle a pour origine des forages au niveau de la nappe d'accompagnement de la Durance. Cette masse d'eau n'est pas concernée par des mesures permanentes de répartition quantitative. Le débit de prélèvement est très largement inférieur à 5 % du débit du cours d'eau.

La qualité de l'eau d'appoint est contrôlée annuellement (Legionella pneumophila, turbidité). Le paramètre MES n'est pas mesuré.

Lors de l'inspection, le dernier rapport d'analyses a été présenté. Les résultats sont conformes pour le paramètre Legionella pneumophila.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, d'intégrer le paramètre MES aux analyses de qualité de l'eau d'appoint.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements pour les contrôles

Prescription contrôlée :

a) Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.

Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations ;

<p>b) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ;</p> <p>c) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de prélèvement pour les rejets est commun aux deux TAR (il s'agit du même point que celui du prélèvement pour légionelles). Il respecte les dispositions prévues par l'arrêté ministériel. Le point a été visualisé lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Collecte et rejet des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31, 32 et 36</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 31 : collecte des effluents</p> <p>a) Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées via le réseau d'eaux usées du site puis, sous réserve du respect des valeurs limites ci-dessous fixées, rejetées au milieu naturel ou raccordées à une station d'épuration.</p> <p>Elles peuvent également être évacuées comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 7.</p> <p>b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>c) Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>d) Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>

Art 32 :

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Art 36 :

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les valeurs limites d'émission ci-dessous s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.

Les rejets ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages, ni, éventuellement, au fonctionnement de la station d'épuration dans laquelle s'effectue le rejet.

Constats :

Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées via le réseau d'eaux usées, puis traitées à la station de traitement de la plateforme (exploitée par Arkema), avant d'être rejetées au milieu naturel (Durance). Des analyses de la qualité de l'eau sont effectuées par Arkema avant le rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Valeurs limites de rejet (milieu naturel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet (milieu naturel)

Prescription contrôlée :

I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

[...]

II. Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées.

En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées en sortie de l'installation.

Constats :

Les eaux issues des TAR ne sont pas directement rejetées au milieu naturel.

Concernant les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant a présenté lors de l'inspection la fiche de stratégie de traitement relative aux TAR, comprenant les produits de décomposition des biocides utilisés. Les produits de décomposition sont l'acide acétique et l'acide formique. La fiche de stratégie de traitement mentionne des concentrations maximales de 2 mg/l pour ces produits. Ces concentrations ne sont pas vérifiées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, d'engager des mesures trimestrielles en acide acétique et acide formique au rejet des TAR permettant de confirmer les hypothèses de la fiche de stratégie de traitement. Des mesures devront également être effectuées sur les éventuels produits de décomposition issus des autres produits de traitement utilisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Valeurs limites de rejet (STEP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet (STEP)

Prescription contrôlée :

[...] Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

MEST : 600 mg/l ;

DCO : 2 000 mg/l ;

Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;

Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

[...]

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.

Constats :

Les effluents à la sortie des TAR ne sont pas raccordés à une station urbaine, mais à la station de traitement industrielle de la plateforme exploitée par la société Arkema.

L'exploitant réalise des analyses à fréquence trimestrielle pour les paramètres suivants :

- température,

<ul style="list-style-type: none"> - pH, - AOX, - THM, - bromures. <p>L'exploitant réalise des analyses à fréquence annuelle pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P total, - As, - Pb, - Zn, - Ni, - Cu, - Fe, - azote global. <p>Les valeurs limites d'émission sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect de cette prescription a été contrôlé pour les produits chimiques stockés en lien avec l'exploitation des TAR. La présence de rétentions a bien été constatée lors de la visite de terrain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks des produits utilisés pour le traitement de l'eau : une partie d'entre eux est stockée au "Magasin matières premières", l'autre partie est stockée au "Magasin Canal". Les quantités renseignées ne sont pas les quantités réelles mais les quantités maximales. Toutefois, compte tenu des faibles quantités stockées, cette surévaluation est acceptable.</p> <p>Les quantités stockées ont été contrôlées lors de la visite de terrain, il n'a pas été noté de dépassement par rapport à l'état des stocks transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 27 : Déclaration du produit biocide

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/02/2026, article AR. 522-18 et L. 522-2</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Déclaration dans BioCid</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national.</p> <p>Elle comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ; 2° Le nom commercial du produit ; 3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 ; 4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ; 5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ; 6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ; 7° Le type d'usage ; 8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ; 9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné.
<p>Constats :</p> <p>Les produits biocides utilisés par Kem One pour l'exploitation des TAR sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ferrocid 8583, - javel. <p>La déclaration sur le portail Biocid de l'ANSES a été contrôlée pour le produit Ferrocid 8583. La demande d'autorisation de mise sur le marché pour ce produit a bien été déposée. Les données</p>

déclarées sur le portail Biocid sont conformes aux données de la fiche de données de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Etiquetage pour produit avec AMM

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 69.2

Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage du produit biocide – transvasement

Prescription contrôlée :

L'étiquette doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes :

- a) l'identité de chaque substance active et sa concentration en unités métriques ;
- b) les éventuels nanomatériaux présents dans le produit et les risques spécifiques éventuels qui y sont liés, ainsi que le terme « nano » entre parenthèses après chaque mention de nanomatériaux ;
- c) le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'autorité compétente ou la Commission ;
- d) les nom et adresse du titulaire de l'autorisation ;
- e) le type de formulation ;
- f) les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé ;
- g) les instructions d'emploi, la fréquence d'application et la dose à appliquer, exprimée en unités métriques de façon claire et compréhensible pour l'utilisateur, pour chaque utilisation prévue par les termes de l'autorisation ;
- h) les indications relatives aux effets secondaires indésirables, directs ou indirects, possibles et les instructions de premiers soins ;
- i) la phrase « Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi » et, le cas échéant, des avertissements destinés aux groupes vulnérables, dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ;
- j) des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant, le cas échéant, une interdiction de réutiliser l'emballage ;
- k) le numéro ou la désignation du lot de préparation et la date de péremption dans des conditions normales de stockage ;
- l) le cas échéant, le délai nécessaire pour l'obtention de l'effet biocide, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation suivante du produit traité, ou l'accès suivant des hommes ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ; des indications concernant les mesures de précautions à prendre durant l'utilisation et le transport ;
- m) le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit biocide est limité ;
- n) le cas échéant, des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non cibles et éviter la consommation de l'eau ;
- o) dans le cas des produits biocides contenant des microorganismes, des exigences en matière d'étiquetage conformément à la directive 2000/54/CE. Par dérogation au premier alinéa, si la taille ou la fonction du produit biocide l'exigent, les informations visées aux points e), g), h), j), k), l) et n) peuvent figurer sur l'emballage ou sur une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Constats :

L'étiquetage a été contrôlé sur le terrain. Il comprend les éléments imposés par la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Langue de la FDS
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection la fiche de données de sécurité du biocide Ferrocid 8583. Celle-ci est rédigée en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Accessibilité de la FDS aux salariés concernés
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les salariés ont accès aux FDS via un outil informatique de l'intranet de l'établissement « Quick FDS ». Tous les 3 ans, les salariés sont formés au risque chimique et ils sont informés alors de l'existence de ce portail.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : Stockage, utilisation et élimination

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle de prescriptions de la FDS
Prescription contrôlée : [...] 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique.

c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.»

Constats :

Les préconisations de la fiche de données de sécurité relatives à la manipulation, au stockage et à la gestion des déchets ont été contrôlées lors de l'inspection pour le produit Ferrocid 8583. La manipulation et le stockage sont bien réalisées dans des zones ventilées, avec des températures inférieures à 40°C. Le récipient d'origine est conservé pour le stockage. Les récipients usagés sont évacués en tant que déchets dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite